

Malika Marcovich* : A l'Onu, la prose de Durban 1 s'écrit en pire tous les jours

Riposte Laïque : Dans un an aura lieu ce qu'on appelle Durban II. Mais Durban I, en 2001, avait fait couler beaucoup d'encre. Peux-tu nous dire ce qui s'était vraiment passé ?

Malika Marcovich : Je ne pense pas que Durban 1 ait fait couler beaucoup d'encre. Les attentats sur les tours jumelles se sont déroulées quatre jours après la fin de la conférence rendant d'autant plus difficile une prise de parole sur l'ensemble des événements. Dans le forum des ONG, on a assisté à une flambée de violence antisémite invraisemblable dans une conférence organisée sous l'égide de l'ONU. Distribution de Mein Kampf, des protocoles des sages de Sion, exposition antisémite, appel au meurtre des juifs dans un stade en délire à l'issu d'un discours de plusieurs heures de Fidel Castro.

Certains ont même été jusqu'à parler du « pogrom de Durban ». Sans l'intervention de la police sud-africaine lors d'une manifestation hors de l'enceinte du forum qui se dirigeait vers le club juif de Durban, il y aurait eu certainement des blessés, voir des morts. Certes la violence antisémite était la plus visible, mais il y a eu d'autres violences dont il a été tout simplement impossible de parler. Les femmes ont été mises à silence, et le caucus (regroupement) des ONG d'Europe de l'Ouest a été putché pour avoir voulu se démarquer du langage de haine et condamner l'adoption du texte final des ONG en dehors de toutes procédures démocratiques.

Le putch du caucus des ONG européennes est extrêmement grave et représentait une attaque symbolique dont nous ne pouvons mesurer toutes les conséquences jusqu'à ce jour. Ce n'est pas un hasard si ces personnes ont cherché à faire taire et à intimider un regroupement d'ONG représentant une région politique en construction, forte d'une société civile

extrêmement dynamique où le concept de démocratie participative a un sens profond.

Riposte Laïque : Comment les associations françaises présentes là-bas avaient-elles réagi ?

Malka Marcovich : Je parlerai plutôt des ONG européennes dont les françaises, ainsi que des ONG internationales telles que la FIDH, Amnesty, mais également d'autres comme Caritas. Il y a eu plusieurs cas de figure. Il y a eu celles qui sur place ont eu certains de leurs membres qui ont participé activement aux violences et se sont démarquées de l'antisémitisme (mais pas du putch des ONG européennes) au retour, leur réputation étant en cause comme le MRAP ou ENAR (European network against racism in Europe).

Il y a eu aussi celles qui comme la FIDH ont eu des membres qui ont participé aux violences, qui sur place ont accordé avec Amnesty et Human Rights Watch une interview au Monde affirmant qu'elles quittaient le forum, alors qu'elles sont restées, et n'ont fait aucun communiqué de presse ni pendant ni après. Il y a eu des ONG comme le Lobby européen des Femmes ou des syndicats comme Sud PTT, qui ont eu des putchistes en leur sein et ont préféré se taire au retour, faire comme s'il ne s'était rien passé, voir ont nié l'événement. Il y avait une telle pagaille qu'il était difficile même de savoir qui était qui. Celles et ceux qui à la fin du forum n'arboraient pas le Keffieh étaient à priori considéré comme des » jewish pig lover ».

Mais il y a eu aussi des personnes et des associations qui ont formidablement bien résisté comme ICARE, (Internet Center Against Racism in Europe), la LICRA, SOS Racisme, Prochoix, la CLEF (Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes), le MAPP, beaucoup d'organisation néerlandaises, l'ensemble des organisation d'Europe de l'Est pour qui le mot démocratie avait un sens profond. Après le choc de Durban, il y a eu ensuite le choc du déni. Le 14 septembre 2001, j'ai voulu, en tant que déléguée pour la France au Lobby européen des femmes, porter une motion pour que le LEF se démarque des événements de Durban.

D'autant que comme je l'ai dit, il y avait eu des putchistes au sein du bureau du LEF. Wassyla Tamzali m'a d'ailleurs aidé à rédiger un texte d'une grande sobriété puisque la terminologie « antisémitisme » n'était même pas employée. Non seulement cette motion n'est pas passée, mais on m'a ensuite accusée d'être payée par le Mossad pour détruire la société civile européenne. Parce que juive, je ne pouvais par « essence » être objective sur les événements, ni sur la mise à silence des femmes, ni sur le putch des ONG européennes. On me niait dans ma citoyenneté européenne et française. Cela m'a causé un énorme tort dans mon travail.

Mais je ne suis pas la seule à avoir subi ce déni. Fodé Sylla également, député européen à l'époque, a voulu que le parlement dénonce les événements de Durban, en vain. (voir son interview dans les actes du Colloque Durban et après). De plus, depuis 2001, il est courant d'entendre dans le milieu des ONG que les juifs cherchent à saboter et discréditer la conférence de Durban considérée comme une avancée pour le mouvement antiraciste. Encore dernièrement, lors de la première réunion préparatoire, lors d'un atelier organisé par le MRAP et Interfaith International, certains ont affirmé que les ONG juives cherchaient à saboter la conférence à venir.

Au retour, Bernice Dubois pour la CLEF et moi même pour le MAPP, espérons que nous parviendrons à transmettre et faire comprendre la gravité de la situation. Ce fut en effet une expérience traumatisante de se retrouver au milieu de clameurs et de violence pareille. Nous voulions témoigner, pour prévenir aussi et réfléchir à la suite. Nous avons alors décidé d'organiser un colloque le 7 décembre 2001 pour consigner l'ensemble des événements et réfléchir à la crédibilité de la société civile après Durban. Nous espérons qu'il y aurait encore un sursaut...Rien. Pour l'Europe comme pour l'ensemble de la communauté internationale, dès novembre 2001, après Durban et le 11 septembre, ce fut la fuite en avant.

Riposte Laïque : Penses-tu que des choses aussi graves peuvent se reproduire, à l'occasion de Durban II ? Quel est ton regard

sur l'évolution de la situation, depuis 2001 ?

Malka Marcovich : Mais les choses sont déjà aussi graves, plus diluées, confinées dans certains lieux. Je ne sais pas ce qui se passe dans les différents Forum Sociaux mais il me semble que l'esprit de Durban règne en maître. A l'ONU, la prose de Durban 1 en pire s'écrit tous les jours. On entend des diatribes de l'Organisation de la Conférence Islamique soutenue par Cuba, le Venezuela, la Chine et la Russie. L'ONU est devenue la machine de propagande totalitaire, un véritable rouleau compresseur, une machine à broyer les droits universels. Durban 2 sera la consécration fin 2009 de ce qui s'écrit chaque jour, résolution après résolution, texte après texte, rapport après rapport dans des négociations où la plupart des démocraties ont un profil extrêmement bas.

Je veux rendre ici hommage à la manière dont Louis Michel, Ministre des affaires étrangères de Belgique en 2001, qui présidait l'Union européenne, a pu débarrasser le texte gouvernemental de ce que l'on appelait pudiquement alors « le langage de haine ». Aujourd'hui la capitulation est telle, toute cette littérature se banalise, se normalise. En 2003, lorsque la Libye devint présidente de la Commission des Droits de l'Homme, David Pujadas en souriant au journal de 20h annonçait : « non ce n'est pas une blague », et tout le monde s'en offusquait. Qui s'indigne aujourd'hui de son élection pour deux ans au Conseil de Sécurité ? Qui s'inquiète du fait qu'elle préside le Comité préparatoire à la conférence mondiale contre le racisme, que Cuba soit le rapporteur, et que l'on compte l'Iran ou le Pakistan dans le comité ?

Presque personne semble-t-il sauf le Canada qui s'est réveillé dernièrement et qui a décidé qu'il ne participerait pas à la Conférence de 2009. Mais cela va au delà de cette conférence. Le Canada, membre du Conseil des Droits de l'Homme – tout comme la France- est le seul pays à avoir dénoncé le mode de fonctionnement totalitaire de cet organe. La France qui affirme à la face du monde qu'elle incarne les droits universels reste résolument silencieuse et participe à cette mascarade, voir la promeut, au nom de la « RealPolitik ». En

réalité, outre les marchés qu'elle souhaite conserver avec certaines dictatures, je pense qu'elle tente de sauver aussi son siège au Conseil de Sécurité, et peut-être espère-t-elle pouvoir éviter le terrorisme sur notre sol.

Riposte Laïque : Tu suis très attentivement ce qui se passe également à l'Onu. Penses-tu qu'il y ait vraiment des raisons de s'inquiéter, et que faire ?

Malka Marcovich : Il faut bien évidemment s'inquiéter sur tous les plans. De nombreux sujets sont en chantier, la définition du terrorisme, du racisme, de la démocratie, la remise en question de la déclaration universelle, l'élaboration de nouvelles normes qui commencent à inclure la diffamation de l'Islam et la limitation de la liberté d'expression. Ce n'est pas juste la question de la religion, ni même de l'Islam qui est en jeu, mais bien conjonction à l'ONU de tous les totalitarismes. Pour cette raison, je prépare actuellement un livre sur la débacle de l'ONU. D'autre part, outre mon rapport pour la Licra de mai dernier, j'ai écrit un article pour les Temps Modernes 643-644 « ONU 2001-2007 : Durban ou l'éternel retour ». Enfin, je prépare un article pour « Politique International » sur l'Alliance des civilisations.

Riposte Laïque : Comment analyses-tu les « accomodements raisonnables » que certains élus prennent, en France, avec la laïcité, en finançant ouvertement des lieux de culte, souvent des mosquées ? Que penses-tu de la position de Nicolas Sarkozy, qui veut légaliser ces pratiques ?

Malka Marcovich : Ces accomodements raisonnables ne sont pas seulement un message tournés vers la France. Ce message est évidemment essentiel pour l'extérieur. On l'a bien vu avec le discours de Ryad. Il faut savoir que la France est le seul pays a être attaqué de la sorte sur la laïcité depuis des années à l'ONU.

Seul Luc Ferry avait défendu la laïcité en 2003 face à l'Iran lors de la présidente libyenne de la Commission des Droits de l'Homme. Si non la France reste silencieuse, encaisse ou répons sans fermeté comme en mars 2007 lorsque Azouz Begag se réfugia derrière la Halde pour montrer sa bonne volonté.

Oui la France capitule devant les attaques récurrentes de l'Iran, du rapporteur spécial sur le racisme Doudou Diène, de la rapporteure spéciale sur la tolérance religieuse Asma Jahangir, de l'experte sur les minorités Gay MacDougall, devant le Comité contre le racisme. Et la plupart des ONG droits de l'homme françaises ayant un statut consultatif à l'ONU capitulent également. Le cauchemar de Durban est sous nos yeux. J'ai souvent l'impression d'être comme dans la pièce Rhinocéros de Ionesco. A relire d'urgence. C'est pour toutes ces raisons que j'ai signé la pétition Halte au Voile.

Propos recueillis par Pierre Cassen

**Malka Marcovich est historienne, consultante internationale depuis 1993 sur les droits humains et les droits des femmes.*

<http://malkamarcovich.canalblog.com/>